



Les Jeux Olympiques renforcent la crise du logement !

Le grand événement néfaste et imposé des Jeux Olympiques de Paris 2024 continue de créer des problèmes sociaux. Ce sont désormais des milliers de personnes qui se trouvent chassées de leur logement ou déplacées en prévision de l'été 2024 :

- Plus de trois mille étudiants vont perdre leur logement universitaire réquisitionné pour les Jeux Olympiques pour loger le personnel de l'évènement (20 000 personnes hors bénévoles). Le délégué interministériel aux Jeux Olympiques évoque ainsi 1100 logements réquisitionnés dans l'académie de Paris, 979 pour Versailles, 560 pour Créteil. Rappelons que 70 % des jeunes logés par le CROUS restent habituellement dans leur logement durant l'été.

- Deux mille migrant·es par mois sont actuellement transféré·es par l'Etat de région parisienne vers les autres régions françaises pour libérer des places d'hôtel aux futur·es touristes, selon le directeur de l'Ofii. Les pouvoirs publics soutiennent ainsi les hôtels qui résilient leurs conventions d'hébergement d'urgence et reviennent au tourisme. Ce sont autant de personnes qui doivent une fois de plus retrouver du travail, être rescolarisées...

- Les associations identifient les Jeux Olympiques comme étant à l'origine d'un accroissement des déplacements forcés de SDF en dehors de Paris et du démantèlement systématique de tout campement.

- Dans les mois qui précéderont les Jeux Olympiques, il faut s'attendre à voir de nombreux locataires perdre leur logement, les propriétaires préférant recourir à AirBnB, beaucoup plus rentable à l'été 2024.

- Enfin, après les Jeux Olympiques, les logements des nouveaux quartiers hors de prix seront inaccessibles aux populations les plus précaires et augmenteront automatiquement le coût de la vie dans le 93.

Comble du cynisme, l'État se donne dans le même temps le moyen de faciliter les expulsions et de pénaliser encore plus les mal logés avec la loi Kasbarian Bergé, dite anti-squat.

Solidaires 93 dénonce la violence sociale de telles politiques, dont les plus précaires sont les victimes. Nous dénonçons l'ensemble des saccages sociaux et environnementaux dus aux Jeux Olympiques : destruction d'espaces verts en ville, gentrification du 93, accidents de travail graves sur les chantiers, coût important de l'évènement qui sera assumé par les populations via les impôts; ainsi que les atteintes à nos libertés : vidéo surveillance, risque d'interdiction de grève pendant les Jeux Olympiques...

Nous appelons les organisations et les individus souhaitant dénoncer les Jeux Olympiques à se réunir le 23 juin, place de la Sorbonne à Paris.